

# **Rapport de la rencontre**

## **Regards sur la pauvreté des femmes**

**Organisée par Culture et Démocratie asbl, le CAL et la Boîte à Images**

**Le 21 octobre 2010 à Bruxelles  
de 11h30 à 14h30**

**Au Centre d'Action Laïque asbl  
Campus de la Plaine ULB, accès 2, cp 236  
Av. A . Fraiteur, 1050 Bruxelles**



**Avec le soutien de la Communauté française**



## **Introduction**

Dans le cadre de l'exposition de Christophe Smets (photos) et Céline Gautier (textes) qui s'est tenue d'octobre à novembre 2010 au CAL à Bruxelles, l'asbl Culture et Démocratie, le CAL et la Boîte à images invitèrent Ricardo Cherenti (Union des Villes et des Communes de Wallonie) et Zoé Maus (doctorante en sociologie à l'Université de Paris 3) à exposer leurs recherches sur la discrimination et l'inégalité sociale en relation avec le genre. Réflexions qui ont ensuite fait l'objet d'un débat animé par Florence Evrard du CAL.

## **Marie Poncin**

Actuellement Culture et Démocratie travaille sur toute la Communauté française. Nous avons également un pendant néerlandophone, Démos, avec qui nous gardons des thématiques en commun. La spécificité de Culture et Démocratie est qu'elle souhaite créer des liens entre le secteur de la culture et d'autres secteurs de la société. Elle a mis en place divers projets tel que le projet Art et Santé, un réseau qui vise à fédérer des artistes et des soignants. On a initié avec d'autres le réseau Art et Prison. On a beaucoup travaillé également avec des CPAS. Un des cheval de bataille de l'association est la question de l'enseignement (des maternelles aux formations supérieures) et de la place de la culture en son sein.

Évidemment ici l'apport de Culture et Démocratie est de soutenir des artistes comme Christophe qui s'engage par rapport à une réalité et à une thématique qui ont une importance sociale et humaine énorme. Voilà en quelques mots les grands axes de travail de Culture et Démocratie. Je passe la parole à Florence.

## **Florence Evrard**

Avant de commencer, je voudrais simplement revenir sur le pourquoi de la pauvreté "des femmes", parce que la question s'est encore posée lors de la visite guidée. Durant le vernissage, on a pu entendre des hommes, ou même des femmes, se demander pourquoi axer sur la pauvreté des femmes. Effectivement, hommes et femmes souffrent de pauvreté. En Belgique, il y a 1,5 millions de personnes qui vivent en-dessous du seuil de la pauvreté. Et parmi elles, il y a effectivement des hommes, des femmes, des jeunes, des vieux, des belges, des étrangers. Donc cela concerne tout le monde. Mais ce qui est plus spécifique aux femmes, c'est, qu'à la fois, elles subissent la crise économique, financière et sociale actuelle mais en plus elles subissent les conséquences d'une répartition des rôles entre hommes et femmes qui reste une répartition traditionnelle, particulièrement par rapport à l'éducation des enfants. Ce sont toujours les femmes qui, aujourd'hui, sont prêtes à travailler à temps partiel. Ce sont elles qui sont prêtes à interrompre leur carrière pour s'occuper des enfants ou d'un parent âgé ou d'un frère ou une sœur mal en point. Dans ces cas là, il y a presque 80% des femmes qui s'occupent des membres de leur famille et qui en sont dépendantes. C'est dû en partie au fait que la société projette sur les femmes ces images de pureté, de douceur, de disponibilité, de maternité. Et c'est donc intéressant de se questionner justement sur ces qualités que l'on attribue aux femmes et sur leurs conséquences sociales et économiques. Je pense que c'est un peu le noyau de ce qui fait la spécificité de la pauvreté des femmes. Si on prend le cas des divorces également, dans la majorité des cas (90%) ce sont les femmes qui prennent en charge l'éducation des enfants que ce soit à temps plein ou à temps partiel (dans le cas d'une garde alternée). Bien sûr, il y a les systèmes de pensions alimentaires mais on le sait, soit elles sont insuffisantes, soit elles sont aléatoirement versées. C'est un peu tout ce panel

de situations liées à la pauvreté des femmes que l'on voulait aborder suite à cette exposition de Christophe Smets et de Céline Gautier.

Pour ce faire, nous allons d'abord entendre Ricardo Cherenti qui travaille à l'Union des Villes et des Communes de Wallonie et plus particulièrement au service "insertion professionnelle" de la fédération des CPAS wallons. En janvier 2010, il a publié une étude qui s'appelle "Mesure anthropométrique de l'homme le plus pauvre de Wallonie" et qui avait fait le tour des titres des journaux en étant résumé par le sous-titre "Le wallon le plus pauvre est une femme".

Ensuite, ce sera au tour de Zoé Maus qui est à la fois une socialiste d'économie sociale, chargée de mission à la « synergie wallonne pour l'égalité entre les femmes et les hommes » et qui est occupée à rédiger une thèse sur les économies féministes et les économies sociales.

### **Ricardo Cherenti**

Pour commencer, merci à tout le monde, merci à Christophe de m'avoir invité. Le titre exact de ma publication était "Mesure anthropométrique de l'homme le plus pauvre de Wallonie. L'homme le plus pauvre de Wallonie est une femme", sous-titre qui a été retenu par tous les journaux. Ce qui est très amusant, c'est qu'on en a fait une conférence de presse à l'époque, essentiellement constituée de journalistes femmes. Ce qui est déjà intéressant sociologiquement parce que cela veut dire probablement que les femmes sont aussi plus intéressées par le thème de la pauvreté que ne le sont les hommes. Je le vois encore devant moi, il y a quatre hommes si je ne me trompes pas.

Avant de parler très brièvement de cette étude, je vais d'abord faire un commentaire sur ce que j'ai vu tout à l'heure et sur les commentaires que Christophe a fait lui-même. Tout à l'heure Christophe, tu as dit à quel point ces gens restaient dignes. Et cela je dois le dire aussi en rapport à mes précédentes études. J'ai notamment fait une étude qui s'appelle "Le panier de la ménagère pauvre" qui comportait deux phases, qualitative et quantitative. Quantitative donc beaucoup plus sérieuse, plus scientifique et qualitative qui était plutôt la rencontre avec les gens. Dans cette rencontre, ce que l'on peut retirer c'est que les gens sont toujours très dignes. La deuxième chose c'est que les gens en situation de pauvreté ne s'estiment jamais pauvres. Quand vous poser la question "est-ce que vous êtes pauvres?", la réponse est "non, je ne suis pas pauvre. Pourquoi? Parce qu'il y a plus pauvre que moi, le SDF, celui qui est dans la misère".

Il y a autre chose qui m'a vraiment marqué dans cette étude qualitative, c'était que les gens faisaient une fixation sur un petit moment de bonheur qu'ils s'octroient de temps en temps. Ce qui était remarquable est que ce "petit moment de bonheur" qui revenait assez régulièrement, était le pot de Nuttela.

Si on leur pose la question suivante "à vous, groupe (parce que je les voyais en groupe), si je vous octroie une certaine somme d'argent, qu'allez-vous faire en premier avec cet argent?". Ce n'est jamais leur plaisir personnel. Quand ils ont des enfants, c'est pour l'octroyer aux enfants ou faire quelque chose avec eux. Ce sont toujours donc des projets sociaux et collectifs. Jamais personne n'a dit que cet argent allait lui servir à lui. Ce qui est intéressant aussi parce que nous sommes dans une société qui est particulièrement individualiste et on retrouve l'aspect collectif chez les personnes les plus précaires. Ce sont des choses qu'il faut relier.

Ce que je voulais dire aussi à propos des photos est que j'aime les photos sociales parce que je pense qu'on ne regarde plus l'aspect esthétique, mais l'aspect éthique. Et la différence lorsque l'on regarde le "photographisme social", c'est qu'on a l'œil qui est posé non plus sur le beau en tant que tel mais sur ce qui correspond à quelque chose d'éthiquement proche de notre sentiment profond. Ce qui est tellement bien donné ici

dans les photos.

Pour en venir un peu à mon étude, raison pour laquelle je suis ici : j'ai commencé cette étude avec une question en tête "qu'est-ce que c'est que la pauvreté?". Il y a une flopée de définitions. Celles qui reviennent le plus régulièrement sont les définitions financières. La définition de l'Union européenne est celle du taux de risque de pauvreté. On ne parle pas de pauvreté mais de risque, qui représente 60% du revenu médian. Quand vous êtes en-dessous, vous êtes pauvres, au-dessus vous ne l'êtes pas, c'est la définition officielle. Est-ce qu'elle correspond à la réalité? Car malgré tout, un chiffre ne veut pas dire grand chose. Il y a des gens en deçà qui ne vont pas se sentir pauvres et d'autres qui sont au-dessus et qui pourtant se sentent très pauvres. Il y a d'autres types de définitions qui sont intéressantes à prendre, des définitions d'ordre subjectif. Il s'agit de poser simplement la question aux gens: "Est-ce que vous vous sentez pauvres? Est-ce que vous êtes pauvres ou non?". Ça apporte un plus. Mais ce qui est intéressant aussi c'est que, de plus en plus, des sociologues, des politologues, des économistes viennent avec de nouvelles définitions ou ressortent d'anciennes définitions auxquelles ils apportent quelque chose de plus. Par exemple, Simmel, lui, estimait qu'était pauvre celui qui n'avait pas les moyens suffisants pour les fins qu'il suivait. On se retrouve dans une définition qui ressemble à celle d'Amartya Sen, philosophe et économiste, qui a reçu un prix Nobel d'économie. Celui-ci parle de "capabilité". Il met l'accent sur les capacités des personnes à vivre la vie qu'ils voudraient vivre. Ce sont des définitions qui sont beaucoup plus riches mais beaucoup plus difficiles à travailler. Il y en a une que j'aime particulièrement, c'est celle d'un africain. "Chez nous, disait-il, la définition du pauvre, c'est celui qui manque de gens". On se rend alors bien compte que la pauvreté, c'est manquer de solidarité, de collectif, de famille, de lien social.

On est dans une société qui, assez étrangement, ne remet pas en question les concepts qu'elle utilise, ce que l'on peut appeler les "savoir-morts", c'est-à-dire qu'on utilise des concepts que l'on nous a défini une fois. On a cru comprendre ce que c'était et on ne les remet pas en question. Or c'est intéressant de les remettre en question parce qu'il y a des richesses en-dessous de tout cela.

Une autre raison pour laquelle j'ai voulu faire une étude sur la pauvreté était de savoir pourquoi lorsqu'on parle de pauvreté, on pointe uniquement ceux que nous estimons être dans la grande misère. Pourquoi est-ce qu'on parle du SDF? Pourquoi ne parle-t-on pas de la personne qui est dans une pauvreté, mais qui n'est pas si loin de nous? J'ai une thèse là-dessus, qui vaut ce qu'elle vaut, mais je pense que je suis dans le bon en vous le disant. Quand on regarde les statistiques en France (car une chose qu'il faut dire aussi c'est que la Belgique est un pays pauvre en statistiques), il y a deux ans, 42 % de la population avait peur de devenir pauvre dans l'avenir. Et la pauvreté pour ces gens-là, c'était la peur de devenir SDF. On a refait l'étude deux ans après, il y a maintenant 60 % des gens qui en ont peur. Ma thèse est celle-ci: quand, dans l'imaginaire, on projette l'image de la pauvreté qui est celle du SDF, on se prémunit. Pourquoi? Parce que plus loin sera la personne de moi, moins j'ai de risque de devenir comme lui. Je pense que c'est une raison fondamentale pour laquelle nous imaginons le pauvre comme quelqu'un de très éloigné de nous. La réalité est tout autre, et c'est la raison pour laquelle j'ai fait cette étude. Quand on prend la moyenne de la personne la plus pauvre, d'abord elle a un revenu bas (mais ce n'est pas la grande misère) et c'est avant tout une femme. C'est important de le dire, effectivement, les personnes les plus pauvres sont les femmes. On m'a dit, il y a 2% de différence entre hommes et femmes. Est-ce que ça vaut la peine de faire tout ce charabia sur ça? 2% c'est énorme pour moi. Deuxièmement, ce que je dis là est valable dans le monde entier, d'un point de vue mondial, ce sont toujours les femmes qui sont les plus pauvres. Et puis, il y a une donnée temporelle aussi, que vous regardiez le chiffre aujourd'hui, il y a vingt ans ou il y a cent ans, ce sont toujours les femmes les plus pauvres.

Ce qui était intéressant également pour moi intellectuellement, était de voir quelles

étaient les personnes les plus riches. L'homme le plus riche de Wallonie est bien un homme. Effectivement, la pauvreté a un sexe, féminin, pour des raisons qui sont assez faciles à comprendre. Un premier facteur essentiel est que 43% des femmes travaillent à temps partiel (pour 7,8% des hommes). Ensuite, nous avons une richesse complètement inéquitable. Il faut savoir qu'à un travail égal, les femmes gagnent 15% de moins. Ce qui n'est pas acceptable et que pourtant socialement nous acceptons tous.

C'est très anecdotique, mais j'écoutais il y a quelques mois de cela une émission sur *France Inter* qui présentait des chercheurs du CNRS dont l'étude était de comparer, au sein des grosses entreprises françaises, les conseils d'administration peuplés de plus d'un tiers de femmes et ceux peuplés de moins d'un tiers. Ils ont constatés que lorsqu'il y a plus d'un tiers de femmes, les entreprises sont beaucoup plus performantes.

Ce que je voudrais mettre aussi en évidence, c'est qu'il y a une discrimination cachée et pourtant omniprésente. Par exemple s'il y a discrimination à l'emploi, il est très difficile de prouver qu'un patron n'a pas voulu vous employer parce que vous êtes une femme. Prenons quelques chiffres. Quand on regarde les femmes les plus pauvres, il s'agit de chômeuses (une personne qui pourrait être votre voisine, mais qui est différente du point de vue du salaire, elle a un revenu de remplacement qui est assez bas). La moyenne d'âge est de 34 ans et elle a deux enfants. Il s'agit du prototype : une femme chômeuse de 34 ans avec deux enfants, famille monoparentale, avec des difficultés qui sont énormes.

Une autre raison pour laquelle j'ai fait l'étude est une raison politique, une volonté de faire bouger les choses. Ce n'est jamais facile et je n'y arriverais pas en une fois mais c'est déjà la troisième étude sur la pauvreté que je fais et je continuerai. Je vais essayer petit à petit de changer les mentalités mais c'est très dur. Et je parle des "mentalités" parce qu'une des choses les plus dures est l'aspect culturel et idéologique qui se transmet au sein de la société. Dans la précédente étude, quand je rencontrais les gens, je leur disais que j'allais rencontrer les hommes politiques. A l'unanimité, c'est-à-dire tous les groupes que j'ai rencontrés, le message qu'ils voulaient absolument faire passer aux politiques, c'est "il faut diminuer les impôts". On leur répondait alors : "mais vous ne payez pas d'impôt". Et la réponse était "oui, mais quand même, c'est important". Donc ces gens-là avaient capté un message social qui est véhiculé par tout le monde. D'où l'importance de remettre en question les concepts que l'on utilise, le concept de richesse et de pauvreté, d'où l'important d'avoir une grille de lecture quand on nous parle de politique sociale. Il faut se remettre en question et remettre en question ce que les gens disent. Je n'irais pas plus loin, je crois que le plus important, c'est de discuter avec vous.

## **Zoé Maus**

Merci beaucoup de m'avoir invitée. En fait, j'étais un peu étonnée d'être appelée parce que mes recherches ne portent pas exactement sur femmes et pauvreté. Mais en y réfléchissant, ces approches sont tout à fait liées parce qu'elles visent à chercher comment se constituent les savoirs et quelle peut être la spécificité des savoirs féministes sur toute une série de questions et, en particulier, l'économie sociale. Ma réflexion, c'est vraiment de se demander comment on arrive à avoir des cadres logiques, des statistiques. Qu'est-ce qu'on essaie de prouver par ces statistiques et qu'arrive-t-on à montrer? Et surtout, sur quoi cette analyse est fondée? Sur quels principes, sur quels paradigmes de base?

Je trouve important aussi de montrer qu'il pouvait y avoir aussi une vision d'en bas, venant des gens eux-mêmes, qui parlent de leurs situations. Et cette exposition est vraiment un reflet-type, très explicite, de cette vision d'en bas parce que justement, même si c'est Christophe qui a pris les photos, on y voit vraiment le regard de chaque

personne, et, ici, chaque femme, sur leur propre situation. La photo est un support vraiment important et intéressant pour montrer des femmes. Parce que justement les femmes sont très visibles dans notre société, on les voit partout, mais elles sont souvent montrées soit comme objet, soit comme des victimes (dès qu'il y a une catastrophe qu'est-ce qu'on voit? La pauvre femme avec les hommes qui viennent la sauver). C'est intéressant pour moi de les voir « sujet » de leur propre vie, avec leurs difficultés, leurs combats quotidiens, leurs réussites ou leurs défaites. Ça permet de sortir justement d'un discours ambiant sur la pauvreté. Quelque chose qu'on va forcément d'abord essayer de cacher. On ne peut pas voir la pauvreté! Ricardo le disait, ce n'est jamais « nous » mais quelqu'un d'autre.

En cette année européenne de la lutte contre la pauvreté, il y a justement une visibilité incroyable de la pauvreté. La semaine passée j'ai été étonnée de voir un article de l'Union des Classes Moyennes écrit par un indépendant qui disait : "en fait ce sont les indépendants qui sont les plus pauvres". Désormais c'est comme si c'était à qui sera le plus pauvre et le plus méritant. Et toujours dans le même esprit qui est de parler de la pauvreté dans le cadre du travail. Effectivement, la personne la plus pauvre de Wallonie est donc une femme, mais surtout chômeuse. Les politiques publiques ont donc tendance à se focaliser là-dessus parce que c'est vu comme la solution à tous les problèmes que ce soit au niveau régional ou européen. C'est encore plus flagrant quand on s'occupe des femmes. Par exemple, dans la récente stratégie 2010-2015 pour l'égalité entre les hommes et les femmes au niveau européen, l'objectif de mettre les femmes au boulot est de palier au vieillissement de la population, de ramasser plus d'impôt, de pouvoir renforcer les finances publiques. Si on parle de conciliation entre vie professionnelle et vie privée, c'est en vue d'augmenter le taux de fécondité. C'est assez choquant et c'est rare qu'on le dise. Ce n'est pas normal, l'objectif d'un boulot ce n'est pas juste de payer les impôts. C'est aussi s'épanouir et avoir de l'estime de soi.

C'est un peu le danger des statistiques. Les mouvements féministes, les groupes de femmes et les associations travaillant là-dedans ont longtemps lutté pour avoir des statistiques sexuées et pouvoir dire telle politique ou telle situation affecte plus les femmes. L'étude de Ricardo montre justement ça. Mais il y a peu d'analyse. Que fait-on une fois qu'on sait que 85% des familles monoparentales sont composées d'une femme et deux enfants? C'est là que ça devient important parce que j'ai l'impression qu'on crée un discours tout à fait expert, mais il faut pouvoir lire, comprendre et analyser ces statistiques. Ce qui est peu fait. Quelle analyse systémique on fait de cette situation de pauvreté plus spécifiquement des femmes puisque c'est le sujet d'aujourd'hui? Comment on en arrive à ce pourcentage? Et les pères, ils sont où? Qu'est-ce qu'on apporte comme explication à cet état de fait? Ça veut dire quoi, qu'elles ont fait des enfants toute seule? Que les pères les ont abandonnées? Qu'elles sont parties de chez elles? Ce sont toutes ces situations qu'il faut analyser, car c'est en amont qu'il faut réfléchir et se demander ce que l'on attend. Florence le disait aussi en introduction, c'est le carcan, l'attente par rapport au parcours de femme qu'on peut avoir qui pose question. Effectivement, depuis le début, nous, les femmes sommes éduquées à être plus douces, à nous occuper des autres, à avoir des enfants, un mari, un travail. Quelle est la place pour les parcours atypiques dans notre société? Que met-on en avant aussi dans la richesse sociale? Quelles sont les solutions? Va-t-on arriver à un véritable changement de la société en faisant des projets bien spécifiques et sociaux pour ces femmes? Qu'est-ce qu'on leur propose?

Je crois qu'il y a quelqu'un ici d'une asbl de Bruxelles que j'estime beaucoup qui a élaboré une autre analyse de ce que pouvait être le travail. C'est l'asbl Flora qui montre bien que le travail ce n'est pas juste avoir une activité génératrice de revenu. C'est avant tout un travail pour soi. Ce que Ricardo disait, le fait que, si les gens avaient de l'argent c'était pour construire quelque chose de social, c'est quand même important à relever et à relayer le plus possible parce que c'est ça qui va faire changer les choses.

Il y a quelques semaines, il y avait un colloque organisé au Parlement européen par le conseil des femmes francophones de Belgique qui était intitulé "femmes et pauvreté, que peut faire l'Europe?". Toutes les intervenantes et intervenants disaient que ça ne sert à rien de mettre les gens au boulot. On est dans un système où effectivement on nous dit que les femmes travaillent plus à temps partiel. Oui, mais ça veut dire quoi, qu'elles l'ont choisi? Non, pas spécialement. Si elles l'ont choisi, quelles sont les conséquences que ça peut avoir? Parce qu'on peut très bien décider de ne pas vouloir travailler à temps partiel mais après qu'est-ce qui nous pend au nez à l'heure de la retraite quand on n'aura pas cotisé assez parce que justement on a voulu avoir une autre vie qui n'était pas celle que relaie le discours ambiant.

Il faut également chercher à savoir quel est le système qui fait que des gens travaillent à temps partiel alors qu'il voudraient travailler à temps plein et d'autres qui peut-être travaillent à temps plein alors qu'ils voudraient travailler à temps partiel? Et c'est là qu'il faut trouver les solutions. Il faut critiquer ce système-là qui fait que des entreprises n'engagent qu'à temps partiel et paient mal. Il faut donc analyser l'injonction d'un système patriarcal qui fait qu'à l'heure de décider qui s'occupe des enfants, qui s'occupe du ménage, ce sont à 85% du temps les femmes. En fin de compte, le nœud du problème n'est pas qu'elles travaillent à temps partiel, mais qu'il y aient trop d'emplois sous-payés et de mauvaises répartitions des tâches ménagères. Du coup la peur que j'émetts face à ces statistiques est, qu'avec elles, on en vienne à oublier tout le reste (les cas atypiques).

Pour moi, la définition qu'avait donné Ricardo (donnée par la personne africaine) est très juste. C'est la personne qui n'a pas de gens qui est pauvre. C'est important parce qu'effectivement 800 euros par mois ça ne veut rien dire si on a des amis, un réseau social, etc. Ca dépend tout à fait du contexte dans lequel on est. Tout comme 2000 euros ça peut ne pas suffire si on a des charges, etc. Du coup, même si la conjoncture n'est pas vraiment à cela je pense, il s'agirait de valoriser l'importance d'être "riche" socialement et non pas financièrement. Quand je discutais de cela avec des femmes africaines participant à des groupes féministes, elles expliquaient: "quelle lutte peut-on avoir quand on a faim à part celle de ne plus avoir faim et d'avoir un minimum?". C'est vrai que c'est compliqué de pouvoir justement avoir un discours qui soit véritablement cohérent.

Pour revenir aux photos, je pense qu'elles permettent cette analyse d'en bas, des personnes qui vivent et ne sont pas que des assistées, qui n'ont besoin qu'on fasse un énième projet ou programme pour les mettre à l'emploi sans se préoccuper de savoir si leur emploi leur redonne une certaine estime de soi et la possibilité d'avoir la vie qu'elles souhaitent avoir. Le fait de rendre la parole aux gens, de ne pas seulement leur coller une étiquette, est important. Parfois on met les gens dans des cases. On ne leur donne pas d'autre possibilité que d'être dans leur statut de pauvre.

C'était ma conclusion parce qu'on pourrait encore discuter de solutions mais l'idée c'était aussi de donner la parole et de voir ce qu'on pouvait construire ensemble avec ces photos, avec les statistiques et toute cette réflexion.

### **Intervenante n°1**

J'aurais une question à poser à Ricardo Cherenti. Quand vous dites, "finalement on met fort l'accent sur les SDF parce qu'on estime qu'ils sont suffisamment loin de nous pour ne pas être effrayés", je me demande si ce n'est pas aussi en partie parce que eux sont un facteur de culpabilité. C'est une image de la pauvreté qui est dérangeante pour cette société qui estime qu'il vaut mieux se cacher les yeux et se boucher les oreilles pour ne pas voir que le monde ne tourne pas bien. C'est aussi en raison de cela que l'on parle de ceux-là et pas des autres. C'est parce qu'on s'arrange pour ne pas voir les autres.

Tant que j'y suis, j'ai une deuxième question. Vous avez commencé à dire que, parmi les gens que vous avez interrogés, beaucoup mettaient l'accent sur quelque chose de positif

dans leur existence. Si j'ai bien compris, ils avaient une attitude moins dépressive que des gens qui ont plus d'argent et seraient donc plus exigeants et verraient davantage leurs frustrations. Qu'avez-vous constaté?

## **Intervenante n°2**

Moi je suis venue notamment parce qu'on avait le biais de la photographie. Il s'agit d'un support qui permet d'aller voir autrement, de l'autre côté (tout comme le voyage). J'aurais voulu savoir si dans le fait du Centre d'Action Laïque et de Culture et Démocratie, cet aspect était pris en compte. C'est-à-dire, le fait que la lutte contre la pauvreté puisse se faire à travers la culture (de pouvoir rencontrer ce qui se fait grâce aux outils qu'elle propose).

Cette exposition pour moi, elle est exemplaire. C'est le sujet qui dit ce qu'il a à dire de lui. Et celui qui le photographie, ici, n'est qu'un véhicule. Il se met à sa disposition pour lui permettre de s'exprimer. Le stade suivant serait peut-être de donner à tout le monde le droit à l'appareil photo. Mais ce type de dynamique vaut pour moi la peine de se battre quelle que soit la situation financière dans laquelle on se trouve.

## **Florence Evrard**

Utiliser la culture pour parler de ce genre de problèmes, c'est déjà une manière de sortir d'un point de vue strictement économique et de donner un aspect humain, de donner un visage à ces femmes et de les faire participer.

Nous, on est très à cheval sur les valeurs d'autonomie et d'émancipation, ce qui passe essentiellement par la culture. On a dit aussi que la pauvreté des femmes est liée à des projections mentales. Changer cette mentalité pourrait se faire également en partie par la culture.

## **Marie Poncin**

Je peux peut-être compléter cette interpellation par rapport à Culture et Démocratie. Jusqu'à présent l'asbl défend la culture dans la lutte contre la pauvreté à travers les différents projets. Je ne vois pas ce que je pourrais ajouter par rapport à tout ce qui a été dit si ce n'est dire que l'on partage tout à fait ça. Et ajouter que la culture permet aux personnes de prendre une place dans la société. La culture permet aussi un changement de vision par rapport aux réalités du travail social. Car c'est aussi par le biais de la culture que l'approche du travail social peut évoluer. Justement lundi et mardi, il y a eu un colloque organisé dans le cadre de la présidence de l'Union européenne sur le rôle et la place de la culture dans la lutte contre la pauvreté. Tous les intervenants présents s'accordent sur le fait que la culture joue une importance capitale. Mais, si c'est l'avis général, comment se fait-il que ça ne soit toujours pas pris en compte dans les politiques publiques?

## **Intervenante n°2 (à nouveau)**

Oui, mais, ayant travaillé au Ministère de la Communauté française dans le secteur de la culture, j'ai pu constater qu'il y avait beaucoup de ministres incultes. Réellement, ils sont déconnectés. Et vous savez sans doute que je me bagarre avec Culture et Démocratie quand je vois une table ronde sur la culture et l'enseignement et où il n'y a pas une seule intervenante alors qu'il existe de nombreuses femmes compétentes. La pauvreté des femmes, c'est ça aussi. Quand on regarde les carnets d'adresse, ils sont toujours convenus d'avance. Il s'agit la plupart du temps de cooptations, même si généralement les gens n'en ont même pas conscience. On pourrait peut-être élargir le propos là-dessus.

La pauvreté des femmes c'est aussi la méconnaissance qu'elles ont soit entre elles ou bien du fait que les pôles de prise de décision ne respectent pas une certaine parité de genre.

### **Intervenante n°3 (du CAL)**

Une première chose, nous n'avons pas voulu reprendre l'intitulé "L'année européenne de la lutte contre la pauvreté" de façon délibérée. Depuis le départ, notre objectif est de retrouver les chemins qui mènent à la solidarité. Cette petite introduction précède ma question qui est "par où commencer?". Moi, ce qui me frappe, ce sont les questions de santé. Comment fonctionnent nos systèmes de solidarité et de sécurité? Il y a aussi les questions de l'emploi, du logement et de l'immigration. Comment parle-t-on de la pauvreté dans les milieux migrants?

La réelle question que je me pose est donc de savoir "que commenter en premier?".

### **Ricardo Cherenti**

Quand on demande au "pauvre" de définir le riche, il répond: "c'est celui qui fait les courses sans avoir de liste". Ca remet un peu en question le concept de richesse que nous avons.

Est-ce que la lutte contre la pauvreté peut passer par la culture? Je pense qu'en effet, cette lutte ne peut passer que par là. Deux entraves essentielles à la pauvreté sont la mobilité (les personnes en situation de pauvreté ne bougent plus mais se replient sur elles-mêmes) et la parole (elles ne parlent pas de leur situation). C'est même plus grave que ça. Dans la législation belge contre la mendicité de 1831 (abolie en 1993), on appelait la personne pauvre le "sans aveu". Ca veut dire que la personne pauvre n'a rien à dire. Quand bien même elle estimerait avoir quelque chose à dire, elle ne serait pas entendue. Quand j'ai rencontré ces individus, une dame m'a dit "moi, ma vie ne compte plus. Je ne dis rien, de toute façon, on ne m'entend pas". Par contre, c'était différent pour son enfant qu'elle obligeait à parler à ses retours de l'école primaire car elle avait néanmoins compris que la parole était essentielle. En prolongement de cela, on peut dire que la culture est essentielle.

Question suivante. Moi je pense qu'on ne lutte pas contre la pauvreté en Belgique ni dans le monde, mais je pense plutôt qu'on la régule. Et si on observe comment cela se passe au niveau politique, on note qu'il ne se passe pas grand chose de concret. Prenons par exemple le Millénium à l'ONU qui eut lieu à New York en 2000 où avait été prise la décision d'éradiquer la pauvreté dans les quinze ans. Or, depuis, on note justement une augmentation de la pauvreté. Quant à l'Union européenne, toujours en 2000, elle décide d'éradiquer la pauvreté dans les dix ans. Il y avait quatre vingt millions de pauvres, pour nonante millions aujourd'hui en Europe.

Quand on veut lutter contre la pauvreté, on se trouve confronté à un piège. C'est que le terme pauvreté à un antonyme parfait qu'est la richesse. L'idée est qu'on ne peut lutter contre la pauvreté si on ne va pas vers plus de richesse. Une richesse qui est définie dans nos sociétés par le salaire ou par le revenu. Donc, forcément, la lutte contre la pauvreté passe par ce levier qui est soit le salaire (à l'échelle individuelle), soit le produit intérieur brut (à l'échelle globale). Il n'y a pas une seule politique qui passe outre cela. C'est pour cela qu'on vise tant l'individu, qu'on le stigmatise parce qu'il ne travaille pas. Vous demandez par où doit-on commencer? Par remettre en question cela. C'est bien la seule façon de procéder. Le PIB est une machine à excluir, elle crée de la pauvreté. On l'appelle la "calculatrice positive", c'est-à-dire qu'elle ne calcule que le positif. Elle ne retire que le positif de toute situation même catastrophique. C'est cela qu'il faut commencer par remettre en question, le reste suivra. Lorsque vous portez le regard non plus sur la richesse financière créée mais sur le "bien être" des personnes, se pose la question de sa définition. Ce qui est intéressant est que le "bien être" ne peut être défini que de manière

participative (en demandant leur avis aux gens). Concrètement, la lutte contre la pauvreté repasse donc par le collectif.

### **Zoé Maus**

Je voulais rebondir sur ce qui avait été dit par rapport aux pôles de décision et de réflexion qui manqueraient de représentation féminine. On pourrait donner d'autres exemples récents. Donc, effectivement, dans une volonté de redonner la parole à ceux d'en bas ("savoirs-minoritaires"), cette question de la parité prend toute son importance. Cette situation met en évidence que la culture peut servir contre l'exclusion et la pauvreté. Mais de quelle culture parle-t-on?

Je pense que l'essentiel est de redonner la parole. A la question de savoir par où commencer, je renvoie à une nouvelle question : Comment devient-on pauvre? Qu'est-ce qui nous fait basculer dans une situation de pauvreté? J'imagine que ce sont les facteurs qui permettraient d'expliquer pourquoi d'autres n'y basculent pas que nous devrions mettre en évidence.

Ensuite, par rapport à ce que Ricardo disait sur les indicateurs et le PIB, c'est effectivement un combat de premier plan à mener. Mais il me semble complexe car remettre en cause le PIB, ça veut dire aussi mettre en cause tout un système capitaliste qui exclut tout ce qui est non-productif (dont le lien social). C'est remettre en cause un système qui marche main dans la main avec le patriarcat et décide que tout ce qui est fait par les femmes au domicile doit être exclu de la richesse. Moi ma question est de savoir si on peut, comme l'Europe prétend le faire, combattre la pauvreté tout en maintenant un système qui est fondamentalement excluant. C'est là que la culture, la formation et l'information, la discussion et l'échange ont tout leur poids. Car ce sont des moyens de permettre aux gens de se réapproprier des savoirs "culturels" et leur donner ensuite la possibilité de se positionner.

Je suis souvent perplexe. La tâche paraît tellement colossale et désespérée parfois que c'est bien de se poser la question.

### **Ricardo Cherenti**

Je suis entièrement d'accord en ce qui concerne les "savoirs minoritaires" et j'ajoute les savoirs populaires, qu'il faut récupérer. Il y a quelqu'un qui fait très bien ça, c'est Paul Ariès (« simplicité volontaire »). Et je profite de ça pour dire qu'on est actuellement à un carrefour. C'est vrai qu'on est face à une société complexe et il faut la prendre dans sa complexité. Mais on est à un carrefour, beaucoup de choses se passent, même chez les néo-libéraux. Il y a deux ans, le président Sarkozy a créé la Commission Stiglitz ("Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social") qui vise à critiquer justement ce PIB. Il n'en fait malheureusement pas grand chose, mais l'idée est là. Dans cette commission, on a vingt-cinq personnes (et il est vrai, uniquement deux femmes) dont cinq prix Nobel en économie. Etant donné leur poids, le monde entier s'est accaparé ce travail (on en discute notamment dans le cadre de l'ONU).

Il y a d'autres choses qui bougent à côté de cela. Un autre type de pauvreté est la pauvreté volontaire, les *simplicitaires* dont le slogan est "moins de biens, plus de liens". Ils reviennent à la définition du pauvre comme personne qui manque de lien. Ils cherchent à atteindre la richesse en retrouvant du lien social et veulent perdre l'accumulation de biens. C'est une façon d'aller vers la pauvreté qui est choisie.

On parle également de décroissance. Ce type de réflexion est en train de revenir sur la table. D'autres traitent du salaire maximum autorisé (réflexion tenue par Jean-Luc Mélenchon, Front de Gauche, en France). Une autre idée est la vocation universelle. On est vraiment à un tournant. Il y a beaucoup de choses à faire ensemble. Il ne faut pas se

sentir démuné par rapport à la complexité. Sinon on se place dans une impuissance totale et rien n'est fait. Il existe différents collectifs qui réfléchissent à ces sujets (forums sur le "bien-être", économie alternative, etc.).

#### **Intervenante n°4**

Si on veut combattre la pauvreté, il faudrait avant tout se demander quelles en sont les causes. C'est vrai que l'on vit dans un monde complexe qui ne permet pas une analyse simple. Mais si le pourcentage de pauvres augmente de façon aussi impressionnante, cela veut dire que participer à des mouvements alternatifs et faire des discours ne suffit pas. Je n'ai pas de recette à donner, mais j'ai l'impression qu'il y a un effet "langue de bois" quand on parle de lutte contre la pauvreté.

#### **Ricardo Cherenti**

Je ne peux qu'être d'accord.

#### **Intervenant n°5**

Une réaction par rapport à ce qui a été dit au sujet des savoirs minoritaires et populaires. Il m'est arrivé de lire et de donner certains cours à des étudiants en pédagogie et d'aborder le pédagogue brésilien Paulo Freire (né en 1921 et mort en 1997). Pédagogue qui a vraiment été frappé par le manque de parole qu'avaient les gens soumis à une hiérarchie très forte (les indiens face aux propriétaires terriens par exemple). Il a d'abord été sensibilisé lui-même parce que, d'une famille aisée, il a néanmoins connu la crise de 1929 qui lui a fait comprendre la famine. Mais, à côté de cet itinéraire personnel, il a lancé des processus d'alphabétisation assez révolutionnaires pour l'époque. En 30h, il prétendait alphabétiser trente personnes en partant de la parole de ces gens. Il parlait des mots-clés qui revenaient à plusieurs reprises. Une technique visant la réappropriation d'une parole et, à partir de là, à travailler sur les signes pour apprendre à lire et aller vers une autonomisation face à un pouvoir dominant.

A un moment donné il a été exilé du Brésil et a fait le tour de l'Europe. A son retour, dans les années quatre-vingt, il est chargé au ministère de l'éducation d'améliorer le système éducatif. Je me demande donc si, le Brésil, pays en émergence, a évolué grâce à la voix de Paulo Freire. Si oui, est-ce que donner la parole aux personnes est important pour refaire la culture et pour aller vers un enrichissement de liens sociaux plutôt qu'un enrichissement financier et lutter contre ce capitalisme?

#### **Intervenante n°2 (3<sup>ème</sup> intervention)**

En Lituanie, dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, ils ont consulté une province du nord-est. Dans ces régions, quand il y a des retraites, elles sont équivalentes à 300 euros. Ce sont des régions où il y a une forte immigration des jeunes vers l'ouest. Les vieux se retrouvent donc de plus en plus entre eux. Ils ont fait intervenir les pauvres eux-mêmes sur des questions politiques notamment, à l'époque des élections. Les gens de la région se sont alors réunis pour faire une charte qui fut donnée à tous ceux qui se présentaient au suffrage. La condition était qu'ils signent cette charte pour que les votes se fassent. Voilà une action qui va dans le sens de cette volonté d'une prise de parole. Pour une fois, il y avait un projet européen (concernant les gens de plus de 60 ans) qui a mis de l'argent dans une action qui a permis aux plus anciens d'avoir accès à la parole et à une forme de pouvoir.

#### **Intervenante n°6**

Ma question s'adresse à M. Cherenti. Je suis un peu surprise par le profil de la femme la plus pauvre que vous décrivez. Moi je suis journaliste et j'ai commencé à faire des interviews sur la pauvreté il y a quelques mois par le biais d'une femme qui était au chômage avant d'en être exclue. Cette femme m'a demandé de raconter son histoire. Elle m'a raconté des choses tellement incroyables que de fil en aiguille j'en suis venue à interroger d'autres personnes. Et, en fait, le profil de la femme pauvre tel que moi j'ai pu le percevoir à travers ces interviews n'est pas une femme au chômage, mais une femme qui travaille à temps partiel. Car bien souvent ces femmes que vous décrivez ont des enfants et ne peuvent donc pas travailler à temps plein. Elle gagne moins que ce qu'elle gagnerait au chômage. Et en plus, bien souvent elle doit payer pour faire garder ses enfants, pour les transports, pour s'habiller. Finalement, la vraie pauvreté c'est le travail à temps partiel. Quand vous réfléchissez aux causes de la pauvreté, la justice sociale et les salaires de l'emploi sont certainement des pierres d'achoppement importantes. Je suis un peu surprise par ça, la femme au chômage pour moi est encore nantie par rapport à ce que j'ai pu entendre. Travailler à temps partiel c'est souvent la pire des choses pour les femmes.

### **Intervenante n°7**

Je vais dans le même sens que madame par rapport à votre étude. J'ai un peu moins de 34 ans et je regarde dans mon entourage. J'imagine alors que si je n'avais pas la chance d'être en couple avec mes deux enfants et le salaire que j'ai, je pense que je finirais justement par ne plus travailler pour pouvoir être moins pauvre.

### **Ricardo Cherenti**

Tout d'abord, moi j'essaie d'aller vers la vérité. La voix porte ou ne porte pas, c'est autre chose.

Je ne connais pas Paulo Freire. Par contre, partir de la parole des gens me semble vraiment essentiel. Ça me fait penser au philosophe Emmanuel Levinas. Pour lui, l'intérêt général se résume en une phrase ; "après vous". Quand on est deux en un même endroit et qu'on veut faire passer un message à l'autre, on fait passer l'autre avant nous-même. Or, nous sommes dans une société du "moi d'abord". il s'agit ici d'une conception totalement différente et c'est la seule à partir de laquelle on peut construire. Parce que du "moi d'abord", on ne construit rien.

Il y a trois instabilités potentiellement dangereuses dans une société : la confiance en soi, la confiance en l'autre et la confiance en l'avenir. Si une de ces confiances pose problème, on risque de glisser vers une situation de précarité. Or, dans notre société, on cumule pleinement ce genre de problème. On n'a plus confiance en soi parce qu'on nous demande d'être compétitif, fort, beau, intelligent et créatif (choses que personne ne peut assumer). Peut-on avoir confiance en l'autre? Non, car vous êtes en compétition permanente. Enfin, on ne peut avoir confiance en l'avenir dans une société du court terme. Ces trois manques de confiance font que l'on va vers quelque chose qui éclate.

A propos du temps partiel enfin, ce que j'ai voulu dire dans mon étude est que je prenais à chaque fois la statistique. Statistique qui indique la chômeuse comme femme la plus pauvre. Mais ça ne veut pas dire que le risque de pauvreté n'existe pas ailleurs. Vous avez entièrement raison, c'est là où on a le temps partiel que l'on rencontre un risque majeur. Ça me permet également de vous parler très brièvement de la « pauvreté laborieuse » qui commence à devenir très inquiétante en Belgique. Pays où on a 4,4% de pauvreté laborieuse, c'est-à-dire des gens qui travaillent mais sont, malgré cela, dans une situation de pauvreté. Chiffre énorme mais qui à l'échelle mondiale ne représente pas grand chose. La France a une pauvreté laborieuse de 7%. La moyenne pour l'Union Européenne est de 10%. 19% pour l'Allemagne, 21% pour la Grande-Bretagne, 25% pour les Etats-Unis. Il s'agit du gros problème d'aujourd'hui qui sera encore plus important demain car nous

progressons vers un modèle à l'américaine. Demain on sera donc face à un nombre important de travailleurs pauvres. Les formes de remise à l'emploi (terme du sociologue Robert Castel) mises en place aujourd'hui institutionnalisent la précarité. On précarise des situations de mise à l'emploi qu'on va ensuite institutionnaliser pour enfin faire passer cette précarité pour normale. Processus qui va pousser les salaires un peu plus élevés à s'abaisser.

### **Zoé Maus**

Par rapport à ce que madame disait à propos des "langues de bois", je pense qu'effectivement on a toujours un discours qui parle des victimes mais jamais de ceux qui font les pauvres. Si on continue à faire nos colloques sur la pauvreté sans prendre en compte les torts de certaines entreprises par exemple qui ne paient pas d'impôt, ça risque de se poursuivre encore longtemps sans rien changer.

Du coup, cela rejoint cette histoire de temps partiel, un temps partiel qui rend les individus prisonniers d'un système de protection sociale. Pour moi, les plus pauvres sont aussi les deux chômeurs en couple. Un débat qui reste d'actualité, reporté depuis plusieurs années sans pour autant porter ses fruits, est l'individualisation des droits sociaux. Comment, pour les femmes, faire en sorte de ne pas être pénalisée parce qu'elle se retrouve au chômage alors que son compagnon travaille? Une cohabitation qui nous enlève notre droit à toute aide.

Par rapport à Paulo Freire et l'éducation populaire. Je pense aussi que c'était peut-être plus facile pour lui d'agir dans une situation où il n'y avait rien, pas d'enseignement formateur. Il travaillait avec des gens qui, pour la plupart, n'ont jamais été à l'école. On est par contre, ici, tellement formatés par l'école, par une certaine façon d'apprendre que mettre en place une éducation populaire telle qu'elle a été mise en place au Brésil, me semble bien compliqué. Une éducation populaire qui est aussi utilisée comme une éducation de dernier recours, pour ceux qui n'ont pas eu accès aux structures classiques d'enseignement. On se retrouve dans une situation où on utilise cette forme d'éducation faute de mieux alors que ça devrait être impulsé depuis le début dans la structure d'éducation. Pour l'instant, au Brésil, on a quand même une opposition réelle entre un enseignement public qui est de très mauvaise qualité et la montée d'un enseignement privé inaccessible pour la majorité de la population. On est face à une situation assez dramatique.

Donc, en conclusion, je crois qu'il s'agit d'un système mis en place depuis longtemps. Si on veut détricoter les choses, il faut prendre certaines précautions.

### **Intervenant n°5 (seconde intervention)**

Je me suis posé la question de qui doit déconstruire ces rouages, les dirigeants ou les pauvres? Car on est tous dans des représentations assez figées. Au Brésil malgré tout, on ne partait pas de rien dans la mesure où il y avait des siècles de soumission. Et c'était ça le travail de l'éducation populaires ; de redonner la confiance et de prouver aux gens que leur voix avait une valeur. Et cette culture avait le mérite de voir émerger cette valeur réelle. Il ne s'agit pas de donner l'aumône à cet art populaire. Non, il y a quelque chose à dire, d'un point de vue artistique également. Du coup je me disais, qui sont ces gens qui, chez nous, ont des représentations qu'il faut faire évoluer. Comment faire se rencontrer des dirigeants qui ont des représentations fermées? La rencontre doit se faire avec le pauvre lui-même.

### **Ricardo Cherenti**

Il faut que l'on revoie tout ce qui est sémantique. Les économistes orthodoxes considèrent que ce qu'on ne peut compter ne compte pas. Tout ces conceptions doivent être revues.

## **Zoé Maus**

Il faut faire attention aussi de ne pas commencer à pouvoir compter ce qui ne doit pas l'être justement, de ne pas tomber dans le versant de marchander tout ce qui ne l'est pas encore.

## **Ricardo Cherenti**

Je n'ai pas dit compter financièrement.

## **Zoé Maus**

Je comprends bien ce que vous voulez dire. Mais on est aussi dans une tendance à marchander toute une série de choses qui n'étaient pas comptabilisées jusqu'à présent. Est-ce une bonne chose de faire rentrer cela dans une comptabilité?

## **Intervenante n°2 (4x)**

Pour compléter cette question de la comptabilité, dans le début du groupe de recherche d'études féministes, on avait fait un numéro qui s'appelait "Faire le ménage, c'est aussi travailler". Tout le travail des femmes à domicile est assez ignoré, on avait donc comptabilisé toutes ces activités (frais de blanchisserie, de gardiennage, etc.). Je suis d'accord avec vous pour dire que l'on ne peut pas tout compter. Mais c'est intéressant au moins de le montrer. Il faudrait faire entrer dans le PIB le travail qui n'entraîne pas forcément de salaire. Si il y a du travail qui se fait à l'intérieur de la maison, il s'agit d'un produit.

## **Ricardo Cherenti**

On voit à quel point ce PIB est absurde. C'est l'instrument en lui-même qui est absurde.

## **Intervenant n°5 (3<sup>ème</sup> intervention)**

A propos de sémantique, un exemple au sujet de Paulo Freire. Il écrivait dans un langage assez populaire, mais il avait des lecteurs qui lui disaient, "vous dites toujours *l'homme*". Suite à ces questionnements, il a préféré le terme "être humain". La sémantique est donc très importante dans tous les domaines.